

L'ÉTENDARD

DES DROITS DU PEUPLE

TRAVAIL ET LIBERTÉ

Bureau du Journal : rue Croix-des-Petits-Champs, 33, au fond de la cour

Paris, le 13 mars.

Nous avons écrit sur notre drapeau : *Travail et Liberté*, et nous serons toujours sur la brèche quand il s'agira de défendre cette devise qui résume en deux mots toute l'ambition du peuple.

Le travail, ou plutôt son organisation, est, depuis l'aurore de notre République, la constante étude des citoyens membres du Gouvernement provisoire ; mais la tâche est rude pour des hommes qui ne connaissaient du peuple que le cœur, et qui n'avaient jamais vu l'ouvrier travaillant douze heures par jour, c'est-à-dire plus qu'un esclave. — Aussi nous faisons la part des circonstances difficiles dans lesquelles nous nous trouvons, et nous prions nos frères d'avoir confiance dans la noble et généreuse mission que se sont imposée les représentants de la nation ; ce ne sera pas la première fois que le peuple, recueilli dans sa résignation, aura attendu avec patience son jour de délivrance et de régénération. Et s'il nous était permis, humbles serviteurs du Dieu qui créa la Liberté pour le monde, d'emprunter une citation aux livres saints, nous pourrions nous écrier que *le peuple est patient parce qu'il est éternel*.

Des hommes se rencontrent encore qui jettent l'alarme dans les esprits faibles ; nous ne les accusons pas de mauvais vouloirs, mais en certaines occasions la bêtise est pire que la méchanceté.

Et cependant l'ordre le plus parfait est né du sein du cahos ; la confiance ne demande qu'à être encouragée pour naître tout à fait. Mais les pires aveugles sont ceux qui ferment les yeux. Dix-huit cents ans n'ont pas pu établir une monarchie assez solide pour résister au coup de vent de la colère populaire, et vous voulez qu'une République née d'hier, soit entourée, dès son berceau, de tous les concours qui fondent les États.

Mais, appuyée sur nos bras qui sont là pour la défendre, et comptant sur nos cœurs qui battent pour la chérir, notre République victorieuse des

orages politiques, éclairera de son flambeau tous les peuples de l'univers. Oh ! alors aveugles ceux qui ne le verront pas !

Actes officiels du gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Considérant que le châtiment corporel dégrade l'homme ;

Qu'il appartient à la République d'effacer de la législation tout ce qui blesse la dignité humaine ;

Que c'est un bon exemple à donner au monde ;

Que la suppression des peines corporelles, en affermissant dans la marine le sentiment de l'honneur, ne peut que donner aux matelots une idée plus haute de leurs devoirs et leur inspirer plus de respect encore pour eux-mêmes et pour les lois de la discipline,

Décrète :

Les peines de la bouline, de la cale et des coups de corde sont abolies ; jusqu'à révision complète du Code pénal maritime, elles seront remplacées par un emprisonnement au cachot, de quatre jours à un mois.

Les membres du Gouvernement provisoire de la République française.

Le Gouvernement provisoire décrète :

Tous les détenus pour dettes civiles ou commerciales seront immédiatement et provisoirement mis en liberté, en vertu du décret rendu le 9 mars 1848 par le Gouvernement provisoire.

Le Gouvernement provisoire arrête :

Art. 1^{er}. Le conseil général du département de la Seine est dissous.

Art. 2. Le membre du Gouvernement provisoire, maire de Paris, est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la marche des services auxquels les membres du conseil étaient appelés à ce titre à donner un concours d'administration ou de surveillance.

Nous empruntons au *Moniteur du soir* les lignes suivantes, qui résument en deux mots la répression qu'inspirent au peuple ces châtimens d'une législation barbare, qui n'était plus de notre époque :

« Le Gouvernement provisoire vient de prendre un arrêté qui est à la fois d'une humanité bien entendue et d'une sage politique. Cet arrêté efface le châtiment corporel de notre Code pénal maritime. Les peines de la bouline, de la cale et des coups de corde sont abolies. Ces peines seront remplacées provisoirement par un emprisonnement au cachot de quinze jours à un mois. D'Assemblée nationale sera appelée à réviser dans leur ensemble les lois qui ont jusqu'ici régi la matière.

« Les considérans de l'arrêté dont nous venons de résumer les dispositions se fondent sur deux motifs principaux : le premier c'est que le châtiment corporel dégrade l'homme, et qu'un gouvernement essentiellement fondé sur l'amour de l'humanité doit effacer de la législation tout ce qui blesse la dignité humaine ; le second, c'est qu'un marin, échappant à l'humiliation du corps, aura une idée plus haute de sa valeur morale, et que, plus respectueux envers lui-même, il aura en même temps un sentiment plus vif de ses devoirs ».

La préfecture de police de Paris est rentrée dans les attributions du ministère de l'intérieur.

M. Vatout, président du conseil des bâtimens est révoqué de ses fonctions.

Le *Moniteur* publie le compte-rendu de la séance du 5 mars de la commission du gouvernement pour les travailleurs. M. Louis Blanc a proposé de fonder dans les quatre quartiers des plus populeux de Paris quatre établissements destinés à recevoir chacun environ 400 ménages d'ouvriers, avec un appartement distinct pour chaque famille, de manière à assurer à tous ces ménages, par la consommation sur une grande échelle, les avantages d'une noble économie sur le logement, le chauffage, la nourriture, l'éclairage, etc. Le résultat de cette économie dans la consommation équivaldrait à une augmentation de salaire pour les ouvriers, sans dommage pour

les patrons. Il y aurait dans ces établissements une salle de lecture, une crèche, une salle d'asile, une école, des cours, des jardins, des bains.

D'après des plans qui ont été présentés par deux architectes, MM. Not et Daly, chacun de ces établissements coûterait à peu près un million. Pour subvenir à cette dépense, l'Etat ouvrirait un emprunt. Le placement d'un pareil emprunt serait confié à la généreuse intervention des femmes. Toutes les conditions de la Société seraient appelées à fournir les courtiers dévoués de cette négociation toute nouvelle.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE.

On recueille avec activité les souscriptions dans les divers arrondissements de Paris. Il a été impossible aujourd'hui de réunir toutes les listes.

La première liste de souscriptions qui a été publiée, donne un total de 1,688,500 francs. Demain nous donnerons le résultat de la seconde qui complètera le capital nécessaire pour la constitution définitive du comptoir national d'escompte.

Une manifestation carliste a été essayée hier, mais sans succès, dans le quartier du Roule. Une bande de cinq à six cents jeunes gens, précédés d'un drapeau blanc, vert et rouge, a parcouru le quartier habité par des nobles qui ne s'étaient pas ralliés au gouvernement de juillet. Cette manifestation n'a point rencontré d'écho dans la population et a démontré à l'évidence combien sont insensées les espérances de quelques légitimistes qui voudraient exploiter à leur profit la victoire de février.

La société républicaine de Passy vient d'adresser aux ouvriers une proclamation qui peut servir d'exemple aux appels faits de tous les côtés à leur patriotisme.

Nous en extrayons les lignes qui suivent :

« Des intérêts graves préoccupent aujourd'hui tous les esprits, ce sont les nominations aux grades de la garde nationale et aux fonctions municipales, ainsi que l'élection des membres de l'Assemblée nationale.

« Ouvriers, vous êtes tous citoyens : à ce titre vous avez le droit d'y concourir, et votre devoir est de vous éclairer sur ce que vous avez à faire.

« Songez-y bien, des élections futures dépendent votre sort et votre avenir ; car si de l'urne électorale on voyait sortir ces noms qui, jusqu'à ce jour, ont soutenu les gouvernements despotiques qui ont pesé sur la France, tout serait remis en question, et, bientôt trompé dans ses espérances, le peuple se verrait forcé de réclamer encore sur la place publique ses droits méconnus.

« Tout dépend donc de vous ; sachez joindre à ce courage, devant lequel le despotisme a fui, le courage civique qui doit vous faire vaincre dans les élections et assurer le triomphe de la République.

« Venez donc à nous, frères ; secondez nos ef-

forts, et par votre présence, faites fuir ces hommes pour lesquels la patrie n'est qu'un vain mot, et qui sont prêts à servir tous les gouvernements, pourvu qu'on les gorgé d'honneur et de richesses. C'est au jour du danger que les hommes de cœur doivent se présenter sur la brèche, et nous comptons sur votre patriotisme pour répondre à l'appel qui nous est fait au nom de la patrie.

« Vivez la République !

« Salut et fraternité. »

NOUVELLES D'AFRIQUE

On lit dans l'*Akhbar* d'Alger du 7 mars :

« L'arrivée du nouveau gouverneur général de l'Algérie. M. le général Cavaignac, a été retardée parce qu'il se trouvait probablement à Tlemcen au moment où sa nomination aura pu lui parvenir. Il est attendu demain mardi ou après-demain au plus tard, si toutefois l'état de la mer ne contrarie pas sa traversée.

« Aujourd'hui, à sept heures du matin, le rappel a été battu à Blidah. A huit heures, le pavillon républicain a été hissé sur le clocher de l'église et salué par les troupes. Une messe a été dite et un *Te Deum* a été chanté. M. le maréchal de camp Blangini, commandant la subdivision, y a assisté, ainsi que le sous-directeur. Le mauvais temps a seul empêché la revue qui devait être passée, et dans la journée le drapeau national a été promené par les pompiers, dans toutes les rues de la ville, au chant de la Marseillaise et au cri de : Vive la République ! Le drapeau républicain a été de même arboré à Bouffarick. »

Nouvelles étrangères.

ANGLETERRE. — Il est sérieusement question de la retraite du cabinet anglais.

La santé de lord John Russell est, dit-on, très affaiblie par suite des fatigues du pouvoir, et cet homme d'Etat ne pourra plus longtemps supporter le fardeau des affaires.

Quant à lord Palmerston, sa popularité a beaucoup souffert dans ces derniers temps. Le parti de la paix, c'est-à-dire l'immense majorité de la nation anglaise, le regarde comme un ministre actif, sans doute, mais trop peu prudent, pour rester à la tête des relations extérieures, dans un moment où la moindre étincelle peut allumer une conflagration européenne.

Les principaux districts manufacturiers de l'Angleterre sont toujours fort agités. A Manchester, quelques émeutes ont encore eu lieu, dans la soirée du 1^{er}, entre le peuple et la police.

BAVIÈRE. — Munich, 7 mars. — Aujourd'hui les étudiants armés, au nombre de 1,200, ont été passés en revue dans les galeries de l'Université par le prince de Waltersheim, en présence

du ministre de la justice, du recteur et de beaucoup d'officiers de la landwehr. On a aussi armé aujourd'hui et organisé une centaine d'artistes.

HONGRIE. — On écrit de Presbourg, le 7 mars :

« La plus grande agitation règne ici. Le sort de la Hongrie et de la monarchie dépend des résolutions que le roi (l'empereur d'Autriche) adoptera prochainement. L'échange des courriers est très actif.

« La noblesse hongroise seule compte 150,000 hommes en état de porter les armes. L'archiduc palatin est parti hier pour Vienne, pour ne pas être obligé de présider la séance de la chambre des magnats et de proclamer l'adoption de l'adresse de la seconde chambre. L'adresse a été lue, mais l'adoption en a été différée jusqu'au retour de l'archiduc palatin.

« Le comte L. Batthyans, chef de l'opposition a contesté à l'archiduc palatin le droit d'ajourner les délibérations et résolutions de la chambre par son départ.

« La chambre s'est séparée dans une grande agitation. Ce soir l'archiduc revient. Demain la chambre des magnats adoptera l'adresse ; le moindre retard pourrait tout compromettre. Il faut que le roi fasse des concessions importantes.

Faits divers.

— M. le ministre de la justice s'occupe de réductions dans le personnel de son administration. Il a supprimé les fonctions de sous-directeur de la division des affaires criminelles et des grâces. Il prépare d'autres suppressions qui amèneront de notables économies. (*Moniteur.*)

— L'administration du Musée national et le jury élu par les artistes, travaillent avec activité au placement des tableaux. Le Salon sera ouvert le 15 de ce mois, comme on l'a annoncé. L'exposition aura lieu comme par le passé dans le salon carré, dans la grande galerie, qui sera occupée dans toute sa longueur, dans les salles de l'Ecole française, et peut-être bien dans celles du Musée espagnol ; car le nombre des objets d'art déposés s'élevant à 5,362, c'est-à-dire plus du double des ouvrages reçus l'année dernière, il faut plus d'espace, alors surtout que la galerie de bois est en pleine démolition.

— Le commandant des Tuileries étant dans l'impossibilité d'accorder une seule permission pour visiter le Palais, en donne avis au public, dont les demandes resteraient sans réponse.

— La caisse centrale du commerce et des chemins de fer déclare, par circulaire datée du 13 mars, qu'elle suspend ses paiements.

« Nous avons la ferme confiance, dit la circulaire, que cette liquidation, provoquée seulement par les circonstances impérieuses que nous subis-

sons, marchera rapidement, que tous les créanciers seront payés intégralement, et qu'ils pourront prochainement recevoir une première répartition importante.

» L'estime générale dont est entouré M. Baudon, l'un des directeurs de cette maison, sa grande position financière, les justes sympathies dont il a été l'objet à l'époque de sa brutale destitution sous le ministère Guizot, donnent à cet événement un caractère particulier, et font naître de vifs regrets dans les affaires. »

— Nous lisons dans *la Patrie* :

« On assure que le général Dumas, qui avait accompagné Louis-Philippe en Angleterre, est revenu en France, chargé de présenter au Gouvernement provisoire une demande de secours motivée sur le dénuement dans lequel se trouverait en ce moment la famille d'Orléans, par suite du départ précipité du 24 février. »

Si le général Dumas revient en France tout exprès pour présenter cette requête au Gouvernement provisoire, nous aimons à croire qu'il en sera pour ses frais de route.

— Les ouvriers chapeliers de Paris viennent de mettre en action la devise si noble de notre drapeau : Egalité, fraternité. Dans une réunion tenue hier lundi, ils ont pris la résolution de partager également entre tous le produit de leur travail dans chaque atelier; cette décision a été prise à presque à l'unanimité.

— Nous apprenons que M. Charles Dupin a donné sa démission de délégué de la Martinique. M. Dupin a fait, en cela, preuve de bon sens et de tact.

Il ne reste donc plus qu'un seul délégué de l'esclavage. Nous le supplions de s'en aller à son tour.

La défense de la cause coloniale n'appartient aujourd'hui qu'aux délégués libéraux, MM. de Sabrun, Sully-Brunet et Reizet. Eux seuls seront écoutés, parce que la France a confiance dans leur justice.

— Le fait suivant prouve jusqu'à quel point l'ex-roi Louis-Philippe avait la prescience des événements qui viennent de s'accomplir :

Le contrat de mariage de la princesse Hélène de Mecklembourg-Schwerin et du duc d'Orléans renferme un article qui reconnaît à cette princesse 500 mille francs de rente de douaire, ou 6 millions de francs placés sur la banque d'Angleterre par Louis-Philippe. Ce prince avait alors 40 millions placés sur cette banque, et si M. de Camps, Mecklembourgeois (alors au service de Prusse et ministre de la justice en ce royaume), chargé des intérêts de la princesse, inséra cette condition, ce fut pour le cas où, par suite d'une révolution en France, la princesse ne recevrait plus les 500,000 francs de rente de douaire reconnus par la chambre.

Rapprochement des événements qui ont précédé et suivi la chute de Charles X et celle de Louis-Philippe I^{er}

1. Le duc de Berry, fils de Charles X.
2. Se marie avec une princesse étrangère (sicilienne).
5. De ce mariage naît un fils héritier de la couronne, le duc de Bordeaux.

4. Son père, le duc de Berry, meurt assassiné.

5. Le 15 février 1820.

6. Dans l'année qui précède la chute de Charles X (1829), le pain s'élève à un prix excessif : 1 fr. 05

7. La marche rétrograde du gouvernement, après de magnifiques espérances, engage les amis du pays à lui soumettre des conseils sur la crise qui se prépare.

8. Ces conseils sont méconnus par le pouvoir.

9. Le discours de la couronne, contenant des paroles acerbes et offensantes pour l'opposition (session de 1828).

10. Amène la protestation de 221 députés.

11. Prise du dey d'Alger.

12. Ordonnances du 25 juillet qui annulent la liberté de la presse.

13. Lundi soir, ces ordonnances donnent lieu à des attroupements où sont lus et commentés à haute voix les journaux. Ces attroupements sont une espèce de préface à la révolution qui devait éclater le lendemain.

14. On se révolte contre ces ordonnances, et le pouvoir tombe aux mains des insurgés.

15. Le combat dure trois jours, les 27, 28 et 29 juillet 1830.

16. Commencant le mardi et finissant le jeudi.

17. Le peuple remporte la victoire sur les troupes royales.

18. La gendarmerie, la première, se présente au combat et succombe.

19. Elle est licenciée.

20. L'inviolabilité royale, proclamée dans la charte 1814, devient une dérision.

21. Charles X est déchu du trône à l'âge de 74 ans.

22. En février, mois de la mort du duc de Berry.

23. Il abdique en faveur de son petit-fils, le duc de Bordeaux, âgé de 10 ans.

24. Le duc de Bordeaux est présenté comme roi.

25. Il est refusé, et on répond qu'il est trop tard.

26. Un gouvernement provisoire s'établit après la Révolution.

27. La famille royale est obligée de quitter la France.

28. Elle adopte l'Angleterre pour terre d'exil.

29. Deux jours après la Révolution, il se déclare un orage épouvantable, accompagné d'éclairs et de tonnerre.

30. Mise en accusation des ministres de Charles X.

31. Le chef de la famille meurt sur la terre étrangère.

1. Le duc d'Orléans, fils de Louis-Philippe,
2. Se marie avec une princesse étrangère (mecklembourgeoise).

5. De ce mariage naît un fils héritier de la couronne, le comte de Paris.

4. Son père, le duc d'Orléans, meurt par un accident.

5. Le 15 juillet 1842.

6. Dans l'année qui précède la chute de Louis-Philippe I^{er} (1847), le prix du pain s'élève à un taux excessif : au 1^{er} avril, 1 fr. 24 c.

7. La marche rétrograde du gouvernement, après de magnifiques promesses, engage les hommes du progrès à lui soumettre des conseils sur la crise qui se prépare.

8. Ces conseils sont méconnus par le pouvoir.

9. Le discours de la couronne, contenant des paroles acerbes et offensantes pour l'opposition (session de 1848).

10. Amène la protestation d'un grand nombre de députés.

11. Prise d'Abd-el-Kader.

12. Ordonnance du préfet de police, affichée le 21 février, qui annule la liberté de réunion.

13. Le lundi soir, cette ordonnance donne lieu à des attroupements où sont lus et commentés à haute voix les journaux. Ces attroupements sont une espèce de préface à la révolution qui devait éclater le lendemain.

14. On se révolte contre ces ordonnances, et le pouvoir tombe aux mains des insurgés.

15. Le combat dure trois jours, les 22, 25 et 24 février 1848.

16. Commencant le mardi et finissant le jeudi.

17. Le peuple remporte la victoire sur les troupes.

18. La garde municipale, la première, se présente au combat et succombe.

19. Elle est licenciée.

20. L'inviolabilité royale, proclamée dans la charte de 1830, devient une dérision.

21. Louis-Philippe I^{er} est déchu du trône à l'âge de 74 ans.

22. En juillet, mois de la mort du duc d'Orléans.

23. Il abdique en faveur de son petit-fils, le comte de Paris, âgé de 10 ans.

24. Le comte de Paris est présenté comme roi.

25. Il est refusé, et on répond qu'il est trop tard.

26. Un gouvernement provisoire s'établit après la Révolution.

27. La famille royale est obligée de quitter le sol de la France.

28. Elle adopte l'Angleterre pour terre d'exil.

29. Dans la journée du 26 février, deux heures après-midi, s'élèvent un ouragan et une tempête effrayante accompagnés d'éclairs et de tonnerre.

30. Mise en accusation des ministres de Louis-Philippe.

31.

NOTICE BIOGRAPHIQUE.

CARNOT.

Lazare-Hippolyte-Marguerite Carnot, naquit à Nolay (Côte-d'Or), le 13 mai 1753.

Son père était avocat et le destinait à l'état ecclésiastique, mais ce jeune homme préféra la carrière des armes.

Lieutenant en second à l'Ecole de Mézières en 1774, ingénieur le 1^{er} janvier 1773, capitaine le 14 décembre 1783, il adopta les principes de la Révolution et entra en 1791 à l'Assemblée Législative comme député du Pas-de-Calais, puis à la Convention en septembre 1792.

Dans le procès du roi, il vota pour la mort.

Chef de bataillon le 1^{er} germinal an III, membre du Directoire le 15 brumaire an IV, et condamné à la déportation le 19 fructidor an V, il se réfugia en Allemagne.

Le premier Consul le rappela en France et lui confia, le 13 germinal an VIII, le portefeuille de la guerre, dont il se démit le 16 vendémiaire an IX.

Admis au Tribunat, il rentra dans la vie privée à la suppression de ce corps politique, le 19 août 1807.

En 1809, l'Empereur apprit la mauvaise situation de sa fortune et il s'empessa de lui faire envoyer le brevet d'une pension de 10,000 francs.

Le 24 janvier 1814, il offrit ses services à Napoléon.

Le 25, un décret le nomma général de division et gouverneur d'Anvers.

Il devint inspecteur général du Génie le 23 avril.

Ministre de l'intérieur le 20 mars 1815, il quitta le ministère le 23 juin.

Exilé à Bois, conformément à l'ordonnance du 25 juillet, la loi du 12 janvier 1816 prononça son bannissement à perpétuité.

Il se rendit à Varsovie, ensuite à Magdebourg, où il est mort le 2 août 1825.

Auteur d'un grand nombre d'ouvrages et de poésies, il était de l'Institut de France et de la plupart des sociétés savantes de l'Europe.

La République lui avait été redevable de l'organisation de ses grandes armées.

Son fils est aujourd'hui membre du Gouvernement provisoire.

VICTOIRE NOUVELLE.

Les poètes s'inspirent à l'envi de glorieuse Révolution. Voici venir à son tour M. Antony Méray, et ce qui nous plaît dans ces stances, c'est le calme, la sérénité et la confiance dans l'avenir.

I.

Respirons ! Respirons l'air à pleines poitrines !
Le marais du pouvoir est enfin desséché.
Frères, ouvrons nos cœurs aux raffales divines
Qui soufflent maintenant où la mort a fauché ;
Voyez, autour de nous l'humanité s'incline,
Car cette fois enfin l'univers a marché.

II.

Enfin, c'est donc vrai, l'on peut plaindre ces frères
Qui s'offraient vainement pour un morceau de pain ;
On peut donc se ruer sur les vieilles misères
Du peuple qui produit tout de sa forte main.
On peut enfin aimer ces fiers auxiliaires
Des postes avancés de l'avenir humain.

III.

Hourrah ! La liberté ne fut jamais plus sainte,
Car son premier cri fut : L'homme a droit au travail,
Cri sacré qu'étouffait l'égoïste contrainte,
Droit de tous, signalé comme un épouvantail.

Réunissons nos cœurs dans un étroite étreinte,
Veillons avec amour au nouveau gouvernail.

IV.

Enfin, pauvres puissans qui créez la richesse,
Quand l'excès du travail aura lassé vos bras,
L'Etat recueillera votre noble vieillesse,
Qui mendiait le pain de ses derniers repas.
On ne donnera plus à vos corps en détresse
La paille des prisons pour dernier matelas.

V.

Pauvres déshérités, l'égoïsme en démence
Croyait qu'un dur travail avait tout abruti !
Ils maintenaient ce poids sur votre intelligence,
Leur repos inquiet s'en trouvait garanti.
Ils avaient pris pour eux les dons de la science,
Vos fils leur donneront un rude démenti.

VI.

Nous vous tendrons la main, ô chères Madeleines,
Sans craindre les arrêts d'un pouvoir éhonté,
Nous pourrions raconter les causes de vos peines,
Renvoyer le mépris à qui l'avait jeté ;
Les mots consolateurs dont nos âmes sont pleines ;
Iront à votre cœur en toute liberté.

VII.

Aujourd'hui vont cesser les angoisses des mères,
Qui, sentant tressaillir un enfant dans leur sein,
Calculaient en pleurant les sous de leurs salaires.
Pauvres petits, l'Etat sera votre parrain ;
Il ouvrira pour vous des abris tutélaires
Où vous serez bercés au son d'un gai refrain.

VIII.

Réveil miraculeux ! Oh ! le voilà ce rêve
Si longtemps méprisé qui germe parmi nous.
Le vieux monde tressaille à la voix qui s'élève
De la grande cité criant : Bonheur pour tous !
Les sages travaillaient à glacer notre sève,
Certes, il était bien temps d'en appeler aux fous.

IX.

Aujourd'hui ce n'est plus la ruse ou la colère
Qui parle pour la France aux autres nations :
Un poète loyal, chevalier populaire ;
Vivant pour exciter aux grandes actions,
Jette aux peuples amis sa voix humanitaire,
Qui doit vivifier nos aspirations.

X.

Gracieux frontispice à notre grand poème,
Augure merveilleux de notre liberté,
Printemps qui rend fécond ce que le peuple sème,
Afin de préparer les gerbes de l'été,
Jeunesse de l'année, ô saison où tout aime,
Tu vas faire germer notre fraternité !

XI.

Respirons ! respirons l'air à pleines poitrines !
Le marais du pouvoir, amis, est desséché,
Frères ! ouvrons nos cœurs aux raffales divines
Qui soufflent maintenant où la mort a fauché,
Voyez, autour de nous l'humanité s'incline,
Car cette fois enfin l'Univers a marché !

OU VA SE NICHER LA CONSTANCE.

Vous ne connaissez pas mon voisin ? c'est un de ces honnêtes industriels qui habitent le faubourg Marcel : Jeune il entra dans les gardes françaises ; il était du nombre de ceux qui renversèrent la Bastille ; à cette époque, il portait en place de hotte le sac militaire, et la fine lame en place du crochet ; en ce temps là il avait l'œil vif et mutin, la tête haute et le corps droit. Dieu sait combien il fit tourner de

têtes de femmes ! Une seule lui plut : il l'aima seule, il l'épousa.

Puis vinrent les combats, les victoires, vous savez qu'alors ce n'était qu'un. Il était de ceux qui chassèrent les Autrichiens de l'Italie, de ceux qui gravèrent leur nom aux Pyramides, et qui plus tard s'amuserent tant à Berlin.

Il mourut. C'était le jour d'Austerlitz. Sa femme en reçut la nouvelle et pleura. Un voltigeur lui prodigua des consolations, essuya ses larmes ; elle oubliera son mari.

Or, un matin qu'il faisait froid, c'était à Moscou, François entra dans une cantine, François notre démolisseur de Bastille. On l'avait cru mort ; il était resté sur le champ de bataille, un cosaque en le dépouillant, lui rendit la vie ; il rejoignit ses drapeaux, car il avait appris l'inconstance de celle qu'il aimait, de sa chère Henriette ; mais il s'était promis de lui rester fidèle.

Pauvre François ! tu n'achevas pas ton petit verre... en conscience, le pouvais-tu ? Non, cette femme qui te l'avait versé, c'était la tienne, c'était celle à qui tu avais juré un amour éternel !

Il ne lui fit pas de reproche, mais il sortit brusquement, bien décidé à se faire tuer à la première rencontre.

Ce ne fut point sa faute si son projet ne réussit point.

Enfin, de blessure en blessure, arriva la retraite chétive, médiocre, et qui plus est, vivra à Paris. François se dit à part lui : ce n'est pas l'état qui déshonore l'homme, l'habit doré couvre plus de vices que la veste achetée au Temple ; que de gens ont trouvé leur fortune dans la boue !...

Il se fit chiffonnier.

Il alluma sa lanterne, il courut la nuit, il courut le jour.

Il ramassait, par-ci par-là, les vieux haillons, les papiers de la borne ; puis le dimanche, quand des in-8°, de nos grands hommes, il avait pu tirer quelques débris, il prenait gaîment le chemin de la barrière, et noyait dans un broc le chagrin de la semaine.

Ce fut-là qu'il la rencontra, elle, sa femme, celle du voltigeur, ou de quelqu'autre, comme il vous plaira. Toujours est-il que c'était Henriette. Elle était veuve. Il lui proposa son verre, elle l'accepta, il lui offrit sa chambre, elle était sans asile et malade ; elle l'y suivit.

Elle eut du bouillon une fois la semaine, du pain blanc tous les jours, et quelquefois même, quand le chiffon avait donné plus qu'à l'ordinaire, le demi-litre à douze.

Hier, elle ne mangea pas, et mon voisin fut triste ; le soir, elle ne répondit pas à ses prières ; il pleura ; elle avait vécu...

Depuis c'est moi qui suis son consolateur, mais il dépérit à vu d'œil, il a perdu son amie !

Et je crains bien qu'il ne soit obligé de la suivre... Habitué des brillons salons de la Chaussée-d'Antin, heureux visiteurs des boudoirs du noble faubourg, cherchez donc parmi vous un pareil exemple de constance !

L'un des Propriétaires Gérant : Frédéric DEMOURET.

Imprimerie de J. FREY, 33, rue Croix-des-Petits-Champs.